

**PLAN STRATEGIQUE DE
COMMUNICATION DU RESEAU DE
LA CHARTE POUR LE
CHANGEMENT en sigle C4C/RDC
2021-2023.**

CARTE DE LA RDC

I.- INTRODUCTION

Située au cœur de l’Afrique centrale, la République Démocratique du Congo, en sigle RDC, compte une population estimée à plus de 80 millions d’habitants répartis sur une superficie de 2 345 000km². La RDC est classée parmi les Etats fragiles. La mauvaise gouvernance caractérisée par les conflits armés notamment, serait une des causes de cette fragilité.

Le contexte sécuritaire et humanitaire à travers la République Démocratique du Congo se caractérise par trois zones d’influences notamment : **1)** une zone dite d’urgence se caractérisant par des conflits armés récurrents, une faible présence ou une absence totale de l’Etat, **2)** une zone considérée comme intermédiaire connaissant une stabilité relative et rétablissement progressif de l’autorité de l’Etat et **3)** une troisième zone considérée comme zone stable, celle où se manifeste effectivement la présence de l’autorité de l’Etat. Il s’agit d’une zone pacifiée où devraient se développer des programmes/projets de développement durable contrairement aux deux autres où se développent des projets d’urgence et de résilience.

En dépit d’énormes potentialités reconnues que regorge la République Démocratique du Congo, celle-ci fait toujours face à des défis multiformes et ce, presque dans tous les secteurs de la vie de ses populations. En effet, au-delà des conflits armés récurrents et dont l’Est du pays (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Ituri et Tanganyika) et la région du Kasai demeurent le ventre mou, la République Démocratique du Congo fait face à un cycle régulier de mouvements des populations dans sa partie Est et des catastrophes naturelles qui frappent presque toutes les provinces du pays. Il s’agit notamment des inondations, des pluies diluviennes accompagnées des vents violents, des accidents, des éboulements de terre, les épidémies (rougeole, Ebola, cholera, covid-19...)

Ces situations de crise sont très peu documentées ou mal connues par certains acteurs humanitaires voire par le peuple congolais en général.

Les partenaires nationaux et internationaux, pour y faire face, apportent leur assistance multisectorielle aux communautés rurales et/ou urbaines affectées et vivant dans les 3 zones d’influence décrites ci-haut. Parmi ces acteurs figurent quelques organisations signataires de la charte pour le changement-C4C, les agences des nations unies, bailleurs de fonds, donateurs et autres ONGI.

Plus d’une fois, les ONG internationales signataires de la C4C ont renouvelé leurs engagements à mettre en application les huit points de la Charte pour le Changement depuis Mai 2018 mais qui jusque-là restent en souffrance.

L’idéal était d’approuver et soutenir la promotion de cette Charte pour les ONG des pays du Sud qui sont en partenariat avec des ONG internationales.

Le débat sur la localisation : deux sources pour deux visions. Le principe de « localisation » accompagne des courants de pensée différents autour de l’aide internationale. Nous notons notamment deux sources de réflexion, qui vont chacune promouvoir la localisation selon des constructions argumentaires bien distinctes.

Première vision : la localisation comme projet de renversement des rapports de pouvoir « La localisation est politiquement imparable ». Il s’agit dans cette première vision de rééquilibrer les relations entre parties prenantes respectivement de niveau international et de niveau local en donnant à ces dernières un rôle plus central dans l’organisation de l’aide. La localisation vise alors une transformation des relations de pouvoirs entre organisations, grâce à un déplacement du contrôle des ressources financières et du contrôle de la décision. Les tenants de cette approche font souvent le constat d’une situation oligopolistique (le secteur humanitaire = marché réservé à quelques vendeurs de grande taille= ONGI, face à une multitude d’acheteurs =ONGN ou bénéficiaires) du secteur de l’aide, fonctionnant sur un

modèle assez uniforme et mettant en avant la nécessité d'une « désoccidentalisation de l'aide ». Est également dénoncé, une forme de « tyrannie de l'aide », particulièrement visible dans les situations d'urgence et qui se traduirait par une destruction des capacités locales d'intervention et une prise en compte insuffisante du dialogue avec les parties prenantes locales.

Face à cette première approche, les témoignages mettent en avant plusieurs limites : (a) • tout d'abord la nécessité d'éviter une vision trop binaire de la localisation, qui opposerait les ONG du Nord et du Sud et ne rendrait pas compte de la diversité des modes d'organisation (internationalisation des équipes et de la gouvernance, décentralisation de la décision, etc.) ; (b) • ensuite, le danger que la localisation débouche sur une logique du « chacun(-e) chez soi », qui va à l'encontre d'une collaboration de sociétés civiles à sociétés civiles et d'une volonté de mobilisation collective ; (c) • enfin, le risque de se passer de l'expérience internationale dans les projets de terrain et de la fonction d'innovation et de médiation des ONG internationales (ONG-I) au sein des communautés locales.

La Charte pour le Changement, impulsée par des ONG internationales et nationales, vise à mettre en œuvre de manière concrète des changements dans le fonctionnement du système humanitaire afin de permettre une réponse plus localisée.

Le Dispositif mondial d'aide humanitaire (GHP, Global Humanitarian Platform) a produit des Principes de partenariat qui identifient la capacité locale comme l'un des principaux atouts à améliorer et sur lequel s'appuyer. Le « Grand Bargain » (le grand consensus ou compromis), plus de soutien et d'instruments de financement pour les intervenants locaux et nationaux. Sommet mondial sur l'action humanitaire : Programme d'action pour l'humanité, Renforcer, ne pas remplacer les systèmes nationaux et locaux. Principe d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC : Poursuivre des partenariats équitables et solidaires. 1ère utilisation de la formulation : localisation de l'aide (Overseas Development Institute). Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide Affirmant que le principe de l'appropriation locale/nationale est essentiel pour des meilleures pratiques de travail.

Seconde vision : la localisation comme réponse aux enjeux d'efficacité de l'aide et comme moyen de diminuer les « coûts de transaction » Une deuxième vision consiste à rechercher, à travers la localisation, un meilleur « rapport qualité/prix » dans la distribution de l'aide dans un contexte de progression des organisations de la société civile du Sud. La localisation peut alors être comprise comme une forme de « désintermédiation » de l'aide, consistant à contourner les ONG internationales pour éviter le poids de leurs coûts de transaction. Cette tendance est connectée à la pénétration du New Public Management anglo-saxon dans le secteur de la solidarité internationale, qui vise à assurer un ratio coût/efficacité optimal, et questionne la valeur ajoutée de chacun et chacune dans la chaîne de résultats. Cette deuxième approche se trouve également mise en question de plusieurs manières : (a) • la mise en cause de la capacité des organisations locales à porter les projets en direct et la question des moyens destinés à les renforcer ;(b)• l'exigence croissante des institutions qui financent le développement de gestion des risques et de déploiement de projets de grande ampleur, poussent ces mêmes institutions à chercher, dans les ONG-I, des « garantes » de la bonne conduite des projets¹.

Ce plan stratégique à soutenir que les ONGI signataires établissent un plan de transfert des compétences en douceur entre les ONGI et les ONGL-N car du point de vue expertise (savoir-faire) et confiance auprès des bailleurs des fonds, théoriquement les ONGI ont plus de facilité que les ONGL-N, mais du point de vue maîtrise du contexte local, engagement social pour la pérennisation des actions, les ONGL-N sont bien placés.

¹ETUDE-Localisation-aideBD6, p.12

II.- BREVE PRESENTATION DU RESEAU C4C/RDC

La Charter4Change (C4C) est une initiative, dirigée à la fois par des ONG locales / nationales (L / NNGO) et internationales (ONGI), pour mettre en œuvre concrètement des changements dans le fonctionnement du système humanitaire afin de permettre une réponse plus locale. La Charte a été officiellement lancée au WHS à Istanbul en mai 2016. Le C4C rassemble 35 ONG internationales signataires qui travaillent à mettre en œuvre les 8 engagements que les ONGI acceptent de mettre en œuvre, pour lutter contre les déséquilibres et les inégalités dans le système humanitaire mondial.

Les signataires de la Charte pour le changement se sont engagés à mettre en œuvre le changement dans le cadre de leurs propres méthodes de travail organisationnelles afin que les acteurs locaux et nationaux puissent jouer un rôle accru et plus important dans la réponse humanitaire. Ils sont rejoints par 340 promoteurs d'ONG nationales et locales, désireux d'encourager leurs ONG partenaires à améliorer leurs pratiques de partenariat afin de fournir de meilleurs résultats aux personnes touchées par la crise.

Les organisations de la société civile congolaise s'étaient engagées à endosser la charte pour le changement et à mener des plaidoyers pour la mise en œuvre effective de huit engagements de cette charte. Elles réitèrent ses vifs remerciements aux initiateurs de cette charte et à toutes les organisations internationales qui l'ont déjà signée jusque-là. Nous reconnaissons en cela leur souci et leur volonté de pouvoir accompagner nos organisations nationales des pays du Sud pour que ces dernières contribuent de manière efficace et efficiente à l'action humanitaire au sein de leurs communautés locales.

Les ONG internationales partenaires sont tenues responsables devant cette Charte, et nous encourageons vivement les ONG non-signataires à faire le nécessaire pour s'engager à signer la Charte et à respecter les points suivants :

1. **Augmenter le financement direct accordé aux ONG des pays du Sud afin de soutenir l'action humanitaire** : actuellement seulement 0,2% de l'aide humanitaire a été envoyée directement aux acteurs nationaux non-gouvernementaux (ONG et OSC) pour la mise en œuvre de l'action humanitaire – soit un total de 46.6 millions de dollars USD sur 24.5 milliards de dollars USD. Nous nous engageons par la voie du plaidoyer à influencer les pratiques des donateurs Américains et Européens (Institutions, fondations et secteur privé) afin de les encourager à augmenter le taux annuel de leur financement en matière d'aide humanitaire alloué aux ONG des pays du Sud. Nous nous engageons à ce qu'au moins 20% de notre propre financement soient transférés aux ONG des pays du Sud. Nous nous engageons à introduire nos ONG partenaires à nos donateurs afin de leur permettre d'accéder elles-mêmes à leurs financements.
2. **Réaffirmer les Principes de Partenariat**: Nous réitérons notre engagement à respecter et à promouvoir les Principes du Partenariat - Égalité, Transparence, Approche orientée sur les résultats, Responsabilités et Complémentarité - mis en place dans le cadre de la Plateforme Humanitaire Mondiale de 2007.
3. **Introduire plus de transparence dans les versements effectués aux ONG locales et nationales des pays du Sud**. Un changement significatif dans les approches liées à la transparence permettrait de favoriser la confiance entre les acteurs humanitaires du Sud et leurs intermédiaires internationaux et également d'accroître la responsabilité et l'efficacité des investissements de ces derniers.

Nous nous engageons à documenter le type d'organisations avec lesquelles nous travaillons dans le déploiement de l'action humanitaire, et à publier nos données (statistiques) dans nos comptes publics en utilisant des catégories reconnues telles que celles de l'Aide Humanitaire Internationale (GHA) en temps réel, conformément aux standards de l'Initiative.

- 4. Préserver les capacités des acteurs locaux:** Nous mettrons en place une compensation juste et équitable pour les ONG locales dont le personnel qualifié est amené à prendre part à des missions de secours en cas des catastrophes durant les six premiers mois d'urgence humanitaire, ou lors d'une crise de longue durée. Cette compensation pourrait consister en des rais de recrutement équivalent à 10% des six premiers mois de salaire.
- 5. Mettre l'accent sur le rôle des acteurs locaux:** Nous nous engageons à recommander à nos donateurs qu'ils fassent du recrutement d'humanitaires locaux un critère d'évaluation pour les partenariats et les appels à projets.
- 6. Aborder la question de la sous-traitance:** nos partenaires au niveau national et local participent à la formulation des programmes, des règles de partenariat et aux processus décisionnels au même titre que les ONG internationales.
- 7. Renforcer les capacités opérationnelles et améliorer le soutien organisationnel:** Nous nous engageons à soutenir les acteurs locaux dans le renforcement de leur système organisationnel afin de les aider à optimiser leur rôle dans le déploiement de l'aide humanitaire et du secours en cas des catastrophes. Nous nous engageons à financer les procédures administratives nécessaires. Pour attester de notre détermination à renforcer les capacités organisationnelles des acteurs du Sud, nous nous engageons à envoyer les financements requis à nos partenaires d'ici mai 2018.
- 8. Communications sur les partenariats à l'attention des médias et du public:** tous nos communiqués extérieurs (internationaux et nationaux) devront promouvoir le rôle de nos partenaires du Sud et valoriser leur travail, ainsi que les intégrer en tant que porte-parole lorsque les conditions de sécurité le permettent.

Pour le cas particulier de la République Démocratique du Congo, les principes suivants occupent une place centrale dans l'ensemble du réseau C4C/RDC:

- Nous donnons la priorité aux gens : les communautés que nous servons occupent une place prépondérante dans nos décisions et nos programmes.
- Nous sommes courageux : nous avons de grandes ambitions et nous voulons explorer de nouvelles choses ; nous sommes prêts à prendre des risques pour y parvenir.
- Nous agissons collectivement : nous exploitons les avantages du travail en réseau, du partage des risques et des ressources ainsi que de l'apprentissage commun.
- Nous sommes inclusifs : nous apprécions la valeur de la diversité d'opinions et nous œuvrons pour abattre les obstacles qui empêchent certaines voix de se faire entendre.
- Nous tenons compte de l'inclusion, de la promotion du genre et de la prévention de l'exploitation et abus sexuel
- Nous sommes ouverts : nous agissons de manière transparente et avec intégrité, en instaurant la confiance mutuelle à tous les niveaux de notre travail, depuis la gouvernance jusqu'à la programmation.

III.- LE RESEAU C4C RDC

Le Réseau global C4C a prouvé, grâce à sa détermination de vouloir rendre les organisations des pays du Sud capables de réaliser les actions humanitaires et de développement à la même hauteur que les ONGI au sein des communautés locales, soutenir les transferts des compétences en vue de contribuer à améliorer leurs expériences, les doter des moyens collectifs, plus rapides et plus efficaces d'aider les personnes en détresse sont non seulement nécessaires mais possibles. Nous voulons aujourd'hui faire preuve de notre soutien d'élargir ces moyens, en transférant plus des compétences aux ONGL/N et un plus grand pouvoir et davantage de ressources à ceux qui sont les plus proches des crises humanitaires ; et pour y parvenir, le Grand Bargain doit mettre en application son modèle d'appui à ce processus noble de la localisation humanitaire.

Nos organisations de la société civile de la République Démocratique du Congo endosseuses de la charte pour le changement se sont appropriées les engagements pris par les ONGI signataires de la charte pour le changement lors du sommet d'Istanbul de 2016 où les ONGI signataires s'étaient engagés à mettre en application les huit points de la Charte pour le Changement².

Nous réitérons nos remerciements aux initiateurs de cette charte et à toutes les organisations internationales qui l'ont déjà signée jusque-là. Nous reconnaissons en cela leur souci et leur volonté de pouvoir accompagner des organisations nationales des pays du Sud pour que ces dernières contribuent de manière efficace et efficiente à l'action humanitaire au sein de leurs communautés locales.

Rappelant que les organisations signataires s'étaient engagées à mettre en application les huit points de la charte pour le changement dès Mai 2018, néanmoins deux ans après, nous constatons des difficultés non négligeables pour chacun des engagements pris.

Ce Réseau C4C/RDC souhaite arriver au point où il se sera en mesure de contrôler leurs propres ressources et définir ensemble avec les bénéficiaires et bailleurs de fonds les réponses aux crises qui frappent leurs communautés, unis par un but et des normes communes, et soutenus par une Plateforme mondiale du C4C Global.

A l'heure actuelle, le Réseau C4C/RDC est donc cet espace où tous les membres se rencontrent pour échanger sur des questions en rapport avec les objectifs et les activités du Réseau C4C/Global ainsi que de leur collaboration avec le Gouvernement et les différents clusters, bureaux OCHA, Société Civile, autres réseaux et plateforme nationaux et internationaux des acteurs humanitaires en RDC.

En conformité avec la mission, la vision et les objectifs du Réseau C4C/Global, le Réseau C4C/RDC travaille pour mobiliser un nombre important des ONGL/N à endosser la charte pour le changement, à améliorer la qualité du travail humanitaire et être plus redevable et mettant les populations bénéficiaires au centre de chaque activité, créer un système humanitaire plus ouvert, indépendant, proactif, dirigé localement et avec des responsabilités collectives partagées ; dans lequel les réponses aux crises sont définies par les acteurs les plus proches de ceux qui sont dans les besoins humanitaires afin de minimiser la perte de vies humaines, la disparition des moyens d'existence durables, diminuer la lourdeur administrative et coûts élevés de la logistique humanitaire. L'objectif majeur consistera à mettre en place une plateforme diversifiée d'acteurs humanitaires privilégiant les approches à base communautaires dans leurs actions envers les communautés vulnérables aux urgences humanitaires, aux catastrophes naturelles et humaines et en besoin de participer activement aux initiatives de développement durable de la RDC.

²<https://charter4change.files.wordpress.com/2015/11/charte-pour-le-changement.pdf>

IV.- PROBLEMATIQUE DE LA COMMUNICATION AU SEIN DU RESEAU C4C/RDC

Dans la section introductive de ce document, nous faisons allusion aux multiples défis auxquels le pays fait face au quotidien. De manière générale, il apparaît que le système de communication et tous ses contours figurent parmi ces défis majeurs à relever à tous les niveaux à travers le pays.

Tableau 1. Compréhension des problèmes observés et leur description

Problèmes observés	Description du problème	La cible touchée par le problème
Le réseau est très peu connu ou mal connu par les acteurs humanitaires et autorités politico-administratives et coutumières.	Très peu de staff au sein des ONGI signataires C4C en RDC sont informés de l'existence de ce dernier, de son historique, de son évolution et donc de ses réalisations actuelles à travers le pays. Si la charte pour le changement demeure très peu ou mal connu par ses propres membres en RDC, il n'est l'ombre d'aucun doute qu'il le sera davantage par d'autres partenaires actuels et potentiels notamment les ONG Nationales et leurs plateformes, les structures étatiques et le secteur privé. Cette observation sera également valable du côté du Réseau C4C Global étant donné que la connaissance mutuelle renvoie toujours à une communication réciproque, à un rendez-vous du donner et du recevoir.	Les acteurs de la société civile, les ONG Locales/Nationales, la coordination humanitaire et leurs plateformes, Réseau C4C Global /RDC,ONGI.
L'absence et/ou l'insuffisance observée des échanges entre parties prenantes	Cette situation entrave la promotion du Réseau C4C Global et de ses réalisations en RDC. Et pourtant, bien d'interventions y ont été réalisées sous l'appui financier des ONGI Signataires de ce grand réseau mondial dont les membres surtout les ONGI sont plus visibles sur le terrain tout simplement parce qu'ils y sont actifs depuis des décennies malheureusement sans pour autant faire connaître le Réseau au niveau local.	Les acteurs de la société civile, les ONG Locales/Nationales, la coordination humanitaire et leurs plateformes, Réseau C4C Global /RDC, ONGI.
La langue	La langue apparaît également comme un autre facteur limitant (un des défis majeurs) auquel les membres du Réseau C4C/RDC sont confrontés. En effet, très peu de congolais au niveau local sont en mesure de travailler dans un environnement purement anglophone. Ceci reste valable aussi pour le Réseau C4C Global dont les sièges des ONGI Signataires sont basé dans des pays dont la langue de travail est l'anglais. En principe, pour une bonne communication visant l'amélioration de la visibilité du Réseau en RDC, des mécanismes de traduction appropriée devraient être envisagés notamment dans les bureaux des membres (surtout pendant les réunions Skype).	Les membres du Réseau C4C/RDC
Insuffisance des matériels et des équipements	Pour ce qui est du matériel et des équipements en utilisation ainsi que des conditions de travail chez les membres du Réseau C4C/RDC, il s'observe que seuls le Skype, le zoom et le WhatsApp sont utilisés comme moyens actuels d'échanges d'informations. Pour plus de compétitivité au sein de certains membres du Réseau C4C/RDC, il sera impératif de renforcer leurs capacités techniques et opérationnelles. Notons qu'il n'existe plus de ligne téléphonique terrestre au niveau de la RDC. Seul le téléphone cellulaire est utilisé partout y compris dans les	Les membres du Réseau C4C/RDC

	milieux ruraux. Ce qui rend plus cher le coût de communication à travers tout le pays. Aussi, il existe encore des zones jusque-là non couvertes par les réseaux téléphoniques et d'autres où il est difficile soit de s'approvisionner en crédits pour la recharge du téléphone portable. Cet enclavement constitue également un défi auquel les membres du Réseau C4C/RDC font face dans leurs efforts de communication.	
La faible connaissance des réalités du pays suite à un système de communication au départ déficitaire en amont et en aval	D'aucuns estiment que 60% de la population congolaise sont analphabètes, vivent en milieu rural et n'accèdent donc pas à l'information de qualité. Leurs sources d'informations demeurent le « bouche à oreille » et la rumeur. Les très peu de journaux sont imprimés à Kinshasa et dans quelques villes de la RDC et en langue française. Autant que la population demeure pauvre pour s'acheter un journal autant ceux produits en ligne ne sont accessibles qu'à une infime minorité de la population détentrice des téléphones Android. Quant aux radios communautaires, parfois leurs lignes éditoriales ne leur permettent pas non plus de s'attarder sur les situations de crises qui affectent les communautés qu'elles desservent. Aussi, faute de ressources nécessaires, plusieurs de ces radios éprouvent d'énormes difficultés dans leur travail de collecte, de traitement et de diffusion des informations de qualité.	La population congolaise

Comme il s'agit d'une cause nationale, il est du devoir de chaque acteur membre du Réseau C4C/RDC de promouvoir la visibilité du Réseau C4C Global à partir des activités réalisées sur le terrain. Ceci implique une profonde réflexion sur des nouvelles perspectives, des contacts avec des partenaires potentiels. Tout au long de cette démarche, une attention particulière sera accordée notamment à toutes les situations d'urgence souvent oubliées et négligées alors qu'elles affectent les populations d'une manière ou d'une autre.

V.- VISION DU RESEAU C4C-RDC

Aider les acteurs des organisations humanitaires de la société civile Congolaise à comprendre la valeur ajoutée d'endossement de la charte pour le changement, seul moyen susceptible de contribuer efficacement à l'autonomisation des ONGL-N membres du Réseau C4C/RDC et non membres, à une prise de conscience de leur droit et devoir pour un changement positif des mentalités vers un monde humanitaire nouveau de qualité et redevable en République Démocratique du Congo.

VI.- MISSION DU RESEAU C4C-RDC

1. Soutenir la mise en œuvre effective des huit engagements de la charte pour le changement ;
2. Promouvoir le transfert des compétences vers les ONG nationales, la prise en compte des capacités locales et l'accès direct aux fonds
3. Renforcer la compréhension des ONGL-N sur les principes humanitaires en raison de nombreux défis liés à leur application en République Démocratique du Congo.

VII.- OBJECTIFS DU PLAN STRATEGIQUE C4C-RDC

L'Objectif global de cette stratégie est de contribuer à l'amélioration du profil de la Charte pour le Changement au niveau Global et en particulier du Réseau C4C/RDC pour plus d'appui local.

Objectifs Spécifiques :

De manière assez plus particulière, trois grands objectifs seront visés, notamment :

1. Renforcer la visibilité du C4C Global et du Réseau C4C/RDC pour sa notoriété;
2. Renforcer le circuit et mécanismes de collecte, de traitement et de diffusion des informations pertinentes au sein des membres du Réseau C4C/RDC endosseurs et signataires et de non membres à travers le pays ;
3. Accroître la mobilisation des ressources nécessaires (humaines, matérielles et financières) s'agissant des réponses aux différentes situations de crises humanitaires et programmes de développement durable à 75% localisation de l'aide humanitaire en République Démocratique du Congo.

VIII.- DES STRATEGIES DE COMMUNICATION DU RESEAU C4C/RDC

La Stratégie de la communication du Réseau C4C/RDC en dépit de ses efforts de structuration actuelle en RDC, en plus des membres actifs ayant endosser la charte pour le changement et d'autres partenaires notamment le Gouvernement et le secteur privé qui sont actifs sur le terrain, le coordinateur du Réseau National de la charte pour le changement en République Démocratique du Congo sera appuyé par deux assistants dont un de l'Ouest et l'autre à l'Est. En amont et en aval, les informations récoltées des sous-coordinations mise en place dans les 26 provinces du pays à partager au sein du Réseau C4C/RDC et auprès d'autres parties prenantes (donateurs, bailleurs des fonds, partenaires nationaux et internationaux) bénéficieront de l'accord de principe de ce groupe stratégique qui agira en qualité de porte-parole du Réseau C4C/RDC au niveau national, régional et/ou international.

Il est certain que les Stratégies de la communication du Réseau C4C/RDC sont conformes au plan type de communication et se proposent de répondre au questionnement classique ci-dessous :

Tableau 2 : Stratégies de communication

QUOI	POURQUOI	A QUI	COMBIEN/COÛT	COMMENT	QUAND
<p>En rapport avec l'objectif spécifique n° 1 ci-dessus, pendant les échanges, les acteurs insisteront sur les objectifs, la vision, la mission et l'approche de la charte pour le changement ainsi que sur les interventions qui seront prioritaires en RDC. Une attention particulière sera accordée aux attentes des uns et des autres.</p> <p>Les différents projets soutenus par les membres du réseau ONGL/N et International feront objet des échanges entre les partenaires impliqués au niveau local et porteront notamment sur les leçons apprises et les anticipations possibles à envisager.</p> <p>A ce niveau, une attention particulière sera accordée à l'identification des risques probables dans le cadre de l'anticipation ainsi qu'à celle des urgences oubliées et dont l'impact affecte négativement la vie des communautés congolaises surtout en milieu rural.</p>	<p>La réalisation de la première étape ci-dessus contribuera certainement à l'amélioration de la visibilité du réseau. Au niveau de la RDC, ceci permettra non seulement de renforcer la connaissance du réseau et de son approche par les membres existants mais aussi de l'élargir auprès des membres potentiels adhérant à travers le pays. Ces différentes étapes tiendront compte des diversités géographiques et socioculturelles ainsi que de la situation humanitaire spécifique au contexte de chaque entité géographique ou provincial.</p>	<p>En rapport avec l'objectif spécifique no 2, les messages et autres matériels de communication s'adresseront aux ONGI, ONGN, aux membres C4C/RDC, au siège des ONGI signataires ainsi qu'autres parties prenantes impliquées notamment les structures du gouvernement (Ministère des Affaires humanitaires), les membres potentiels et le secteur privé. La bonne image de marque renforcée par la bonne approche du réseau et la célérité de ses interventions constitueront, à coup sûr, les raisons profondes de la motivation d'implication de ces acteurs et mobiliser les nouveaux adhérents.</p>	<p>Tout en se voulant dynamique, ce document de stratégie est conçu pour une période de trois ans. Il sera évalué à la fin de chaque année. L'évaluation dégagera ce qui aura marché et ce qui ne l'aura pas été afin de proposer des mesures correctives. Dans l'ensemble, il se dégage que la mise en œuvre des activités décrites dans ce document exigera un budget estimatif de 75500\$ dont les grandes lignes sont reprises ci-dessous :</p> <p>16500\$: matériels et équipements de communication : laptop, connexion aux réseaux internet et téléphoniques, mise à niveau des staffs utilisateurs</p> <p>13500\$: Visibilité : partenariat avec les médias</p>	<p>Pour plus d'efficience, la réalisation de ces stratégies exigera le renforcement des capacités de communication et de collecte d'informations et échanges d'expériences par les membres (voir objectif spécifique no 3).</p> <p>Il s'agira entre autres d'améliorer la qualité des outils utilisés, la connexion internet et téléphonique au niveau des bureaux de certains membres. Ce qui améliorerait leur participation aux réunions Skype et zoom notamment. Mais aussi un petit budget pour la mobilité et la participation aux différentes rencontres au niveau local devrait être alloué au coordination du C4C/RDC et à l'équipe de direction.</p>	<p>Des réunions Skype hebdomadaire et mensuelles sectorielles seront tenues tant au niveau du global qu'au niveau des membres du Réseau C4C/RDC. Des informations pertinentes visant la promotion du réseau seront partagées au cours de ces rencontres.</p> <p>En cas de crise humanitaire, des réunions d'urgence seront tenues en dehors de ce calendrier et porteront notamment sur l'élaboration des alertes et les anticipations éventuelles. La coordination du Réseau (en collaboration avec le siège et l'équipe locale de direction) produira une revue hebdomadaire d'informations humanitaires importantes ayant caractérisé la vie du réseau. Ces informations</p>

<p>Mais aussi, il conviendra de noter que c'est à ce niveau que des informations et données sur les alertes en situation de crise seront collectées, analysées localement avant d'être envoyées aux différents partenaires et donateurs pour un soutien technique et financier conformément au plan de la localisation de la charte pour le changement, du Grand Bargain, Near...</p>			<p>(radios + TV), sports éducatifs, publi-reportages, diffusion des informations humanitaires, Production matériels de visibilité (calicots, banderoles, dépliants, T-Shirts...)</p> <p>20000\$: Voyages, séjour et déplacements locaux dans huit provinces prioritaires : Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Tanganyika, Kinshasa, Kananga, Lubumbashi et Kisangani (mise en place des coordinations provinciales, évaluation des besoins : collecte et traitement des informations humanitaires) et plaidoyers</p> <p>25500\$: Mobilisations des nouveaux adhérents, Ateliers et formations pour les renforcements des capacités, réunions d'échanges entre membres du Réseau C4C/RDC et les autres parties prenantes.</p>	<p>Renforcement des capacités des membres du Réseau C4C/RDC à l'utilisation de Zoom pendant les conférences.</p>	<p>seront diffusées auprès de tous les membres ONGL/N-ONGI et des autres parties prenantes impliquées dans les activités du réseau.</p>
---	--	--	---	--	---

Avant une crise : prendre contact avec les personnes-ressources (établir un répertoire de leurs contacts) pour collecter des informations pertinentes en rapport avec une situation des crises potentielles. Déterminer les cibles et les types de messages à passer dans les médias. Mettre en place une équipe (task force) de suivi de la situation pour une meilleure anticipation et un bon maintien de la population en état d'éveil.

Pendant une crise : Au déclenchement de la crise, mettre en place des stratégies de communication efficaces avec les parties prenantes (Gouvernement, acteurs humanitaires). Dire ce que l'on connaît et ce qui est basé sur des rapports officiels nous évite de baser notre communication sur des rumeurs. Considérant que la situation est toujours dynamique, il est conseillé de produire des informations sans tarder. Bien vérifier l'information en se laissant guider par le questionnement classique : qui ? quand ?, quoi ?, pourquoi ? où ? Lors de la collecte d'informations sur le terrain, être simple et sympathique avec les bénéficiaires (victimes de la crise) et les parties prenantes afin de mieux cerner leurs besoins et le cas échéant, les guider dans la formulation des réponses.

Après une crise : en collaboration avec les différentes parties prenantes, évaluer et documenter la mise en œuvre de la réponse à la crise et proposer des mesures correctives à prendre en compte pour les futures actions.

- Collaborer avec les membres de la communauté lors de la définition et l'élaboration des programmes de résilience.

Tableau 3 : La communication du principal groupe cible

Cible	Situation actuelle /causes	Situation souhaités ou à promouvoir	Méthodes de communication
Réseau C4C/RDC	Très faible connaissance du C4C : sa mission, ses objectifs, sa vision, ses valeurs et son approche suite à une faible visibilité du Réseau	Bonne connaissance du réseau par les membres du Réseau C4C/RDC et non membres, renforcement des capacités de communication par les membres du Réseau C4C/RDC.	Réunions périodiques d'échanges sur les objectifs, l'approche, la mission, les valeurs et les réalisations du réseau Global de la charte pour le changement.
ONGL/N	Faible connaissance du Réseau C4C/RDC: sa mission, ses objectifs, sa vision, ses valeurs et son approche suite à une faible visibilité du Réseau	Bonne connaissance du réseau par les ONGL/N et les plateformes membres du Réseau C4C/RDC, amélioration ou renforcement des outils et capacités techniques de communication des membres du Réseau C4C/RDC.	Ateliers et formations pour les renforcements des capacités, Réunions périodiques d'échanges sur les objectifs, l'approche, la mission, les valeurs et les réalisations du Réseau C4C/RDC, être proactifs en proposant des analyses des situations de crise, des leçons apprises après une intervention.
ONGI	Connaissance partielle du réseau suite sa une faible promotion par	Mettre en place des stratégies qui améliorent à la fois la visibilité du réseau et celle de	Afficher le logo du Réseau à côté des autres visibilités de chaque membre, vulgariser les

	des organisations endosseuses.	ses membres endosseurs de la charte pour le changement.	valeurs, les objectifs et les réalisations du Réseau
Services Etatiques	Très faible connaissance du Réseau C4C/RDC: sa mission, ses objectifs, sa vision, ses valeurs et son approche suite à une faible visibilité du Réseau	Bonne connaissance du réseau par les services étatiques spécialisés et promotion d'une bonne collaboration avec les autres membres du Réseau C4C/RDC et non membres.	Ateliers et Réunions périodiques d'échange sur les objectifs, l'approche, la mission, les valeurs et les réalisations du Réseau C4C/RDC ainsi que sur les attentes des uns et des autres dans les efforts de formulation de la réponse en cas de crise.
Services privés	Très faible connaissance du Réseau C4C/RDC : sa mission, ses objectifs, sa vision, ses valeurs et son approche suite à une faible visibilité du Réseau	Bonne connaissance du réseau par le secteur privé (FEC) et promotion d'une bonne collaboration avec les autres acteurs au niveau du Réseau C4C/RDC.	Réunions périodiques d'échange sur les objectifs, l'approche, la mission, les valeurs et les réalisations du Réseau C4C/RDC ainsi que sur les attentes des uns et des autres dans les efforts de la formulation de réponse en cas de crise.
C4C Global	Très peu d'efforts pour se faire connaître auprès des membres du Réseau C4C/RDC.	Prise en compte des sacrifices du coordination du Réseau C4C/RDC pour appuyer le du Réseau en vue d'améliorer la visibilité du Réseau C4C/RDC.	Exiger aux membres et aux autres organisations bénéficiaires des fonds ONGI signataires et autres membres volontaires d'afficher le logo du Réseau à côté de leurs autres visibilités, de profiter des opportunités pour présenter le réseau aux différentes parties prenantes, renforcer les prérogatives du coordination du Réseau C4C/RDC et de l'équipe de direction

Tableau 4: Outils de Communication

Outil /Canal/Module	Importance	Suivi/observation
Ordinateurs, connexion internet, téléphones portables, radio, TV, dépliants, calicots, banderoles, T-Shirts, spots éducatifs, sensibilisation des membres de la communauté et de la société civile locale.	Réunions Skype, téléconférence, mise à disposition des informations à temps réel, élargissement de l'audience de visibilité, extension de la destination des messages (communication des masses) Réponses proactives, localisées et décisions concertées prises à la base	Capacité de collecte, de traitement et de diffusion des informations et données sur la crise humanitaire et la réponse y relative.

Tableau 5 : Opérationnalisation des stratégies de communication

ACTIVITES	ACTEURS	APPROCHE	PERIODE	COUT
OBJECTIF 1. Renforcer la visibilité du C4C Global et du Réseau C4C/RDC à travers la RDC				
Echanger sur la vision, les objectifs, la mission, l'approche et les valeurs du réseau C4C Global	Tous les membres du Réseau C4C/RDC en collaboration avec le Gouvernement, les médias et le secteur privé	Etablir un chronogramme des ateliers des renforcements des capacités, des réunions d'informations et d'introduction du C4C auprès des différentes parties prenantes concernées	2021-2023	13500\$: Visibilité : partenariat avec les médias (radios + TV), sports éducatifs, publi-reportages, diffusion des informations humanitaires, Production matériels de visibilité (calicots, banderoles, dépliants, T-Shirts...)
Echanger sur les anticipations possibles avant et pendant les crises ainsi que sur les leçons apprises après une intervention d'urgence et de développement.	Tous les membres du Réseau C4C/RDC ONGN/ONGI en collaboration avec le Gouvernement et le secteur privé.	Organisation des rencontres planifiées et ponctuelles élargies aux membres et aux membres des communautés bénéficiaires	2021-2023	
Elargir les échanges aux membres potentiels à travers le pays et en tenant compte des aspects socioculturels et géographiques	Coordination du Réseau C4C/RDC, Equipe locale de direction, structures gouvernementales spécialisées, les médias et le secteur privé des entités géographiques concernées	Etablir et maintenir les contacts avec les personnes ressources préalablement identifiées, Organiser des rencontres d'échanges et d'introduction de Start Network dans ces nouvelles entités	2021-2023	
OBJECTIF 2. Renforcer le circuit et mécanismes de collecte, de traitement et de diffusion des informations pertinentes au sein des membres du Réseau C4C/RDC ONGN-ONGI et de non membres à travers le pays				
Collecter, analyser et diffuser les informations et données sur les situations de crise	ONGN,ONGI membres du Réseau et leurs partenaires locaux en collaboration avec les services étatiques spécialisés et le secteur privé	Evaluation multisectorielles des besoins humanitaires en situation de crise déclarée,	2021-2023	20000\$: Voyages, séjour et déplacements locaux dans huit provinces prioritaires : Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Tanganyika, Kinshasa, Kasai central-Kasai, Haut Katanga et Maniema (mise en place des coordinations
Identifier les risques et les urgences oubliées	ONGN,ONGI membres du Réseau et leurs partenaires locaux en collaboration avec les services étatiques spécialisés et le secteur privé	Analyse du contexte , Analyse documentaire: ouvrages, rapports de fin de projets et	2021-2023	

		leurs recommandations, analyse des acteurs en présence		provinciales, évaluation des besoins : collecte et traitement des informations humanitaires) et plaidoyers
Elaborer les alertes et/ou les programmes de résilience communautaire	ONGN, ONGI membres du Réseau et leurs partenaires locaux en collaboration avec les services étatiques spécialisés et le secteur privé	Tenir compte des besoins réels des victimes et des décisions conjointes prises localement	2021-2023	
OBJECTIF 3. Accroître la capacité de mobilisation des ressources nécessaires (humaines, matérielles et financières) par rapport aux réponses aux différentes situations de crises humanitaires en RDC				
Doter les membres des outils et matériels de communication adéquats	ONGN, ONGI et les plateformes nationales,	Identification des besoins en matériels et équipements de communication	2021-2023	16500\$: matériels et équipements de communication : laptop, connexion aux réseaux internet et téléphoniques, mise à niveau des staffs utilisateurs
Renforcer les capacités des staffs en techniques de communication	Staffs des ONGN, ONGI membres du Start Network, partenaires locaux et structures du gouvernement	Identification des besoins en formation, élaboration des modules de formation et recrutement des formateurs, ateliers de formation	2021-2023	
Mobiliser des nouveaux adhérent, Ateliers et formations pour les renforcements des capacités, organiser des réunions de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des stratégies.	Conseiller en communication, Equipe locale de direction, structures gouvernementales spécialisées	Elaboration des TDR, mise en place des équipes des coordinations provinciales et de suivi-évaluation	2021-2023	25500\$: Mobilisations des nouveaux adhérent, Ateliers et formations pour les renforcements des capacités, réunions d'échanges entre membres du Réseau C4C/RDC et les autres parties prenantes.

IX.- COORDINATION ENTRE ACTEURS

Le Réseau C4C/RDC rappelle le « Grand Bargain » qui est un accord entre plus de 50 des principaux donateurs et acteurs de l'aide humanitaire visant à mettre davantage de moyens dans les mains des personnes en détresse. Il s'agit principalement d'un « Grand Bargain en matière d'efficacité » entre les donateurs et les organisations humanitaires, destiné à réduire les coûts et à renforcer l'efficacité de l'action humanitaire.

Le Grand Bargain qui prévoit une série de changements dans les pratiques de travail des donateurs et des organisations humanitaires, notamment la réduction des allocations de fonds à des fins spécifiques, l'augmentation des financements pluriannuels et l'harmonisation des exigences en matière d'établissement de rapports, d'un côté, et l'amélioration de la transparence, la diminution des coûts de gestion et l'accroissement des évaluations conjointes des besoins, de l'autre. Les signataires se sont aussi engagés à développer les programmes de transferts monétaires, à renforcer le lien entre l'aide humanitaire et le développement, à encourager la participation des personnes touchées à la prise de décisions et à accroître le soutien apporté aux intervenants nationaux et locaux.

Pour ce qui est de la localisation, les donateurs et les organisations humanitaires s'étaient engagés, dans le cadre du **Grand Bargain**, à atteindre en 2020, l'objectif global consistant à allouer 25 % des fonds humanitaires mondiaux le plus directement possible aux intervenants locaux et nationaux, en investissant dans la capacité institutionnelle à long terme des acteurs locaux, en encourageant des partenariats plus équitables et en assurant une meilleure intégration des mécanismes locaux de coordination, programme qui jusque-là reste au niveau des textes seulement et non encore mise en œuvre.

Engagements en matière de localisation pris dans le cadre du Grand Bargain (Grand Compromis)

1. Accroître et maintenir les investissements pluriannuels dans les capacités institutionnelles des intervenants locaux et nationaux, notamment en matière de préparation, d'intervention et de coordination, en particulier dans les situations précaires et dans les régions où les communautés sont exposées à des conflits armés, à des catastrophes, aux épidémies récurrentes et aux conséquences des changements climatiques. Nous devons atteindre cet objectif grâce à la collaboration avec les partenaires du développement et à l'intégration du renforcement des capacités dans les accords de partenariat.
2. Mieux comprendre et réduire ou éliminer les obstacles qui empêchent les organisations et les donateurs d'établir des partenariats avec les intervenants locaux et nationaux, afin de réduire les coûts des transactions et rendre plus substantielle l'assistance aux personnes cibles.
3. Soutenir et compléter les mécanismes de coordination nationaux existants, inclure les intervenants locaux et nationaux dans les mécanismes de coordination internationaux, le cas échéant, tout en respectant les principes humanitaires.
4. D'ici 2020, allouer au moins 25 % des fonds humanitaires le plus directement possible aux intervenants locaux et nationaux, afin d'améliorer la situation des personnes touchées et de réduire les coûts des transactions.
5. En collaboration avec le Comité permanent interorganisations, définir et utiliser un indicateur relatif à la localisation, afin d'évaluer les fonds directement et indirectement alloués aux intervenants locaux et nationaux.
6. Tirer un meilleur parti des mécanismes de financement qui permettent d'accroître et d'améliorer l'aide apportée par les intervenants locaux et nationaux, tels que les fonds communs nationaux des

Nations Unies, le Fonds d'urgence pour les secours lors de catastrophes (DREF) de la Fédération internationale et les fonds communs mis en place par des ONG et par d'autres acteurs.

Le Groupe de travail chargé de la localisation

Le Groupe de travail chargé de la localisation est composé de signataires du Grand Bargain (notamment des donateurs, des institutions des Nations Unies, des ONGI et des représentants du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) ainsi que d'un groupe d'acteurs locaux invités. Il a pour but d'apporter à tous les signataires un élan et un soutien pour la mise en œuvre de leurs engagements en matière de localisation.

Comme d'aucuns le savent, le Réseau C4C/RDC est composé actuellement des membres (ONGI, ONGL-N et plateformes) à travers toutes les zones géographiques du pays. En effet, en plus des membres du Réseau C4C/RDC et de ceux du C4C Global, il existe dans nos milieux professionnels un nombre important de partenaires ONGI signataires, le bureau OCHA, les structures étatiques et le secteur privé avec lesquels nous collaborons déjà.

Considérant la complexité de la situation humanitaire en RDC, des réunions et rencontres périodiques (hebdomadaires, mensuelles) devraient être organisées entre acteurs en amont et en aval pour échanger notamment sur les différentes idées développées au point 5 de ce document.

Le bon fonctionnement de cette coordination exigerait que certains défis soient relevés notamment l'amélioration du système de communication au sein des bureaux de certains membres Réseau C4C/RDC (voir point IV). Dans ce cas, on devra envisager le renforcement des capacités des membres du Réseau C4C/RDC sur les techniques de communication et les approches adaptées au contexte d'un Réseau international capable de mobiliser les financements.

Un chronogramme des rencontres périodiques d'échanges entre membres du Réseau C4C/RDC élargies aux parties prenantes sera élaboré. Dans le cadre de son mandat, l'équipe de direction propose un programme de visites de sensibilisation et de présentation du Réseau C4C Global et Réseau C4C/RDC auprès des membres potentiels dans les autres provinces non couvertes par les membres actuels.

La mauvaise expérience du COVID-19 et celle d'EBOLA a prouvé que les acteurs locaux et nationaux sont réellement cruciaux dans une réponse humanitaire. Ils sont sur place avant l'arrivée de tous les acteurs internationaux et longtemps après que le retrait de ces derniers. L'action locale n'est pas un « supplément d'âme » pour une opération d'urgence ou une considération de deuxième ordre en matière d'aide humanitaire : c'est un outil clé pour les actions qui sauvent des vies et même plus encore, pour prévenir des crises là où cela est possible. La réalité est la suivante : la grande majorité des crises ne reçoivent aucun soutien ou aucune attention international(e). Dans ces situations, les actions locales menées par des acteurs locaux, ancrées dans la communauté et composées de membres de celle-ci, sauvent des vies et aident les personnes à préparer et reconstruire, encore et encore. Dans les crises qui reçoivent au contraire soutien et attention de la part de la communauté internationale, l'assistance est souvent « étiquetée » comme internationale, mais ce sont en réalité les acteurs locaux et nationaux qui font le travail.

Méschac NAKANYWENGE
Point focal du Réseau C4C/RDC